CONSEIL POLITIQUE SUR DES VILLES PLUS SURES, RESILIENTES ET DURABLES, CAPABLES DE REPONDRE AUX CRISES

11 novembre 2021, 14h00-16h00 CET
Organisé dans le cadre de la Journée des gouvernements locaux et régionaux de la CCNUCC COP26

Inscrivez-vous ici :
https://us02web.zoom.us/meeting/register/tZwodOihqzMsHtUvOKa4MsDdtLpzO_N9-v6N

Personnes de contact de l'équipe de CGLU : Rodrigo Messias, Firdaous Oussidhoum : policy@uclg.org

L'interprétation sera disponible en français, anglais et espagnol.

Les Conseils politiques sont un mécanisme de développement politique de CGLU, dirigé par des élu·e·s locaux et locales qui permettent de renforcer le débat politique de notre Organisation mondiale et de développer des recommandations politiques en rapport avec des sujets stratégiques.

Le Conseil politique sur des villes plus sûres, résilientes et durables, capables de faire face aux crises a promu le rôle des gouvernements locaux dans la réponse aux périodes d'instabilité, et s'est efforcé de souligner le rôle que les gouvernements locaux et régionaux peuvent jouer dans la réalisation d'une transition écologique vers une résilience mondiale.

Face à la pandémie de COVID-19, le monde est en train de passer de la compréhension traditionnelle de la résilience des villes et des territoires à un concept plus large et urgent concernant la capacité des gouvernements locaux et régionaux à se préparer et à répondre aux périodes de détresse, et en particulier à améliorer les soins et l'attention continus fournis aux communautés. Le Conseil politique examine les différentes voies vers une transition écologique, qui fait des gouvernements locaux et régionaux des acteurs de la transformation pour développer la résilience mondiale.

Questions abordées par le Conseil politique jusqu'à présent

Les réunions qui se sont tenues en 2021 ont permis aux sherpas et aux Conseiller·e·s politiques de souligner que le monde est confronté à des urgences combinées, comme pour **le climat et la santé**, ce qui confirme la fragilité des systèmes existants et les dangers de continuer à ignorer les inégalités et les lacunes accumulées et persistantes. Le contexte actuel ajoute un sentiment d'urgence pour agir et compenser le manque de résilience structurelle aujourd'hui, tout en s'appuyant sur les leçons et les sacrifices des générations actuelles pour garantir une endurance durable et le droit des générations futures à jouir d'un monde sûr et résilient.

Les Conseiller·e·s ont notamment mis l'accent sur les questions suivantes :

- La **fourniture de services locaux**, comme l'accès à l'eau, à l'énergie, à internet, à la mobilité et autres, est cruciale pour renforcer la résilience dans une optique holistique, par exemple en raison de son lien direct avec le système de santé, tel qu'il est exposé par la pandémie.

- Les **systèmes et la sécurité alimentaires**, ainsi que le **tourisme durable**, en tant que moteurs du développement local et de la reprise économique.
- L'**urgence climatique mondiale** : les inondations, les sécheresses, les tempêtes, les ouragans, l'acidification des océans, les feux de forêt, etc. devraient augmenter en intensité et en fréquence. Les efforts déployés à tous les niveaux devront combiner des actions à court et à long terme, visant à la fois l'atténuation et l'adaptation, en observant les risques et les impacts différenciés entre les régions continentales et au sein des régions moins avancées.
- Stimuler la **collaboration avec les organisations internationales et les agences humanitaires**, car elle peut aider les villes et les territoires à se préparer et à répondre aux crises, et contribue également à faire reconnaître le rôle des villes et des régions dans la prévention, la gestion et le rétablissement des crises.
- Le **transport** et la **mobilité** devraient être examinés plus en détail selon leur fonction unique en réponse aux crises, par exemple en ce qui concerne la logistique, l'accès à la nourriture et aux services, les loisirs ou la connectivité entre les villes et les territoires.
- Pour renforcer la résilience au lendemain du COVID-19 et d'autres urgences, il faudra investir dans des **infrastructures vertes** et des **solutions basées sur la nature**, une occasion unique de créer des **emplois décents**, d'offrir une alternative aux jeunes générations et de transformer la relation entre l'humanité et la nature.

Préparation du Pacte pour l'avenir : questions qui pourraient être abordées l'année prochaine

- Assurer une **répartition juste et équitable des bénéfices de l'action climatique et du renforcement de la résilience**, en prêtant attention aux besoins particuliers des femmes, des enfants et des jeunes, des personnes âgées, des personnes LGBTIQ+, des personnes en situation de handicap, des personnes à faibles revenus et des autres groupes qui sont touchés de manière disproportionnée par les crises, en développant des actions adaptées sur mesure et en s'attaquant aux inégalités dans l'**utilisation du temps**.
    - Liens avec Génération Egalité, la justice climatique, la déclaration sur l'utilisation du temps.

- **Renforcer les systèmes de soins locaux** : améliorer l'offre de services publics et le soutien par une approche de « soins », en garantissant l'accès et la qualité en temps de crise, en tenant compte des besoins des quartiers et des dynamiques communautaires locales.
    - Liens avec Génération Égalité et l'Alliance mondiale pour les soins.

- **Energie et eau décentralisées et locales** : comment aborder la sécurité de l'énergie et de l'eau en tant que **biens communs mondiaux** importants, contribuer à garantir un accès pour tou·te·s, en particulier les plus vulnérables, y compris par des solutions basées sur la nature.
    - Liens avec l'ODD 7 (accès aux services énergétiques), les pactes énergétiques et l'Objectif Zéro (« Race to Zero »).
    - Liens avec le rapport du Secrétaire des Nations Unies intitulé « Notre programme commun » (« Our Common Agenda »).

- **Mobilité urbaine, territoriale et humaine** : résilience sociale, gestion des flux migratoires générés par les crises, soutien au maintien de l'emploi, accès aux services et à l'alimentation, tourisme et espaces verts.
    - Liens avec la charte de Lampedusa et l'économie des soins.